



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

médecins

Question écrite n° 40694

## Texte de la question

Mme Martine Billard attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la protection sociale sur le cas des médecins et dont la majorité a la nationalité française, titulaires d'un diplôme extra-communautaire : environ 200 d'entre eux ont passé et ont été reçus à l'examen de CSCT (certificat de synthèse clinique et thérapeutique), régi par la loi n° 72-661 du 13 juillet 1972, modifié par l'article 60 (III, B) de la loi du 27 juillet 1999. Cette procédure a pris fin le 31 décembre 2003, sans que les médecins ayant été reçus avec succès au CSCT aient obtenu l'autorisation d'exercer. La nouvelle procédure, qui vient d'être ouverte (art. L. 4111.2 du code de la santé publique), intégrerait des praticiens venant d'arriver en France avec une épreuve de français et un autre examen d'évaluation médicale. Or, aucun aménagement n'est prévu pour intégrer dans cette nouvelle procédure les reçus-recalés de la procédure antérieure. Cette situation est pour le moins paradoxale. Le manque de médecins, dans les établissements hospitaliers, dans la médecine de ville, a amené le Gouvernement à élargir le numerus clausus à l'entrée dans la profession, l'a amené aussi à lancer un appel envers les médecins espagnols (qui n'ont d'ailleurs pas répondu à la sollicitation). Or, un personnel qualifié, dont les compétences ont été reconnues par la pratique et par un examen théorique actés par des jurys mis en place à cet effet, est privé de la possibilité d'exercer normalement. Certains professionnels ont même été licenciés de leur travail. Cette situation pénalise le pays, qui manque de médecins, et les intéressés, interdits d'exercer. En conséquence, elle lui demande s'il ne serait pas possible de résoudre ce problème, en autorisant les personnes ayant passé avec succès le CSCT à exercer leur métier.

## Texte de la réponse

La procédure ministérielle d'autorisation d'exercice de la médecine réglementée par les dispositions de la loi n° 72-661 du 13 juillet 1972 permettait au ministre chargé de la santé d'autoriser à exercer en France des médecins titulaires de diplômes extra communautaires ou titulaires d'un diplôme communautaire mais de nationalité non communautaire. Les médecins titulaires de diplômes non communautaires devaient préalablement avoir satisfait à des épreuves de contrôle des connaissances écrites et orales. L'épreuve écrite était constituée par l'examen organisé au cours de la dernière année du deuxième cycle des études médicales : le certificat de synthèse clinique et thérapeutique passé à titre étranger. L'épreuve orale était un entretien avec un jury destiné à vérifier les connaissances en matière de pathologie médico-chirurgicale, de thérapeutique, de soins d'urgence, de pharmacopée française, de déontologie et de législation médico-sociale. Les autorisations d'exercice pouvaient ensuite être accordées par le ministre chargé de la santé après avis d'une commission. Le nombre maximum d'autorisations était fixé chaque année par arrêté ministériel en accord avec la commission, ce qui ne permettait pas de répondre favorablement à l'ensemble des demandes. Toutefois, en ce qui concerne les deux dernières sessions organisées au titre du contingent 2000 et 2001, 989 praticiens ont été autorisés sur un total de 1 169 reçus aux dernières épreuves de contrôle des connaissances organisé en 2001. Ce nombre élevé d'autorisations d'exercice est un signe fort du Gouvernement en faveur de ces praticiens dont la compétence est ainsi reconnue. Cependant, la commission n'a pas pu autoriser un petit nombre d'entre eux qui paraissaient, pour la plupart, manquer d'expérience hospitalière ou avoir été recrutés en contradiction avec les

dispositions de l'article 60 de la loi n° 99-341 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle qui empêchent tout nouveau recrutement de médecins à diplômes extracommunautaires. Ces praticiens à qui l'autorisation d'exercice n'a pu être accordée pourront demander le bénéfice du nouveau dispositif d'autorisation d'exercice de la médecine désormais réglementé par les dispositions de l'article L. 4111-2 du code de la santé publique. La procédure d'autorisation d'exercice se déroulera en plusieurs phases. Dans un premier temps, les candidats devront avoir été classés en rang utile à des épreuves de vérification des connaissances organisées pour une ou plusieurs disciplines ou spécialités leur permettant d'exercer des fonctions hospitalières. Dans un second temps, au terme d'une période de trois ans d'exercice dans les établissements publics de santé, les autorisations seront accordées aux candidats après avis d'une commission. Ces nouvelles épreuves apparaissent comme étant plus exigeantes que les précédentes qui correspondaient au programme de la sixième année des études de médecine générale, alors que les nouveaux textes prévoient le classement en rang utile à des épreuves organisées pour une ou plusieurs spécialités ou disciplines. La législation en vigueur ne permet pas d'établir de passerelle avec le nouvel examen classant pour les personnes reçues aux épreuves antérieures. Les textes réglementaires relatifs à cette nouvelle procédure sont parus au Journal officiel du 10 juin 2004.

## Données clés

**Auteur :** [Mme Martine Billard](#)

**Circonscription :** Paris (1<sup>re</sup> circonscription) - Députés n'appartenant à aucun groupe

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 40694

**Rubrique :** Professions de santé

**Ministère interrogé :** santé

**Ministère attributaire :** santé

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 1er juin 2004, page 3975

**Réponse publiée le :** 20 juillet 2004, page 5599